



Audience bilatérale Secrétaire Générale du MTES – Ouvriers d’État CGT vendredi 3 juillet 14h30 visio

Administration :

Émilie Piette Secrétaire générale du MTES, Jacques Clément DRH, Frédéric Desbois DRH/G/TERCO, Nadine Klein DGAC/SG/SDP/GO, Véronique Teboul DRH/RS

Délégation CGT :

Philippe Debat, Florian Quiguer, Eliezer Vergerolle, Patrice His, Jean-Marc Mouglin (SNOPA)
Benjamin Briant, Olivier Delbeke (IGN)
Abdel Merbah, Christophe Pringot, Briec Chevallier (USAC)

Une audience bilatérale décrochée par la SNOPA-CGT spécifique aux ouvriers d’État du MTES, réunissant les 3 corps d’ouvriers de notre ministère : les OPA, les ouvriers de l’IGN, les ouvriers de la DGAC Météo-France.

Les OPA qui viennent de vivre des évolutions dans leur classification et dans leur mode de gestion voient à l’annonce à l’agenda social 2020-2022 un chantier sur la modernisation de nos règles statutaires (décret 65-382). Il y a aussi la prochaine mise en application des lignes directrices de gestion qui risque de faire disparaître les CCOPA. Tout ceci combiné au blocage budgétaire par Bercy de l’embauche d’OPA depuis 2018, préfigure un avenir sombre si nous ne réagissons pas. **Il était nécessaire de faire le point de la situation des Ouvriers d’État avec la secrétaire générale du MTES madame Piette.**

La secrétaire générale en poste depuis 8 mois avait vraiment besoin qu’on lui rappelle qu’elle a en gestion près de 3000 Ouvriers d’État au MTES. Une méconnaissance du sujet des Ouvriers d’État sauf à distiller le message : « *Qu’est-ce qui nous empêchent de moderniser sans recruter des Ouvriers de l’État ?* » qui est bien le prétexte pour ne pas se fâcher avec le pouvoir de l’exécutif et surtout éviter d’aller au charbon pour défendre les missions des ouvriers d’État du MTES.

Il y a urgence, notre objectif est bien d’obtenir des recrutements d’OPA dans les services, pour répondre aux missions de maintien du patrimoine et de la sécurité des usagers au sein d’une fonction publique d’État, aux exigences d’un service public au service des citoyens. Car quand on évoque « une modernisation des règles statutaires », cela s’accompagne de recrutements sinon c’est du soin palliatif, de l’accompagnement en fin de vie pour les OPA.

Les services se vident progressivement de leurs OPA, les missions techniques sont abandonnées, externalisées, décentralisées. Les chefs de services, faute de pouvoir recruter, nous remplacent par des fonctionnaires qui n’ont pas la compétence. Les contractuels cela ne marche pas, ils ne restent pas car aucune perspective professionnelle stable (déroulement de carrière, salaires...) ne leur est proposée. Les OPA ont de grandes difficultés pour obtenir une mobilité, les postes se font rares et maintenant ils sont noyés avec les fonctionnaires. Pourtant un corps d’ouvriers d’État public est essentiel à la fonction public d’État.

Les conséquences sur la perte de compétences et de la maîtrise publique sont dramatiques dans notre ministère. nous venons de vivre une crise sans précédent, les suites sociales et

économiques se font déjà sentir et nous ne sommes pas à l'abri d'autres crises (climatiques, environnementales, sanitaires..). L'administration finira par payer cher la méconnaissance de ces installations.

Le message de la SG est réservé, l'annonce d'un changement de gouvernement ne change rien, les réformes vont continuer. **s'il y a bien trois thèmes OPA (Gestion du personnel, Statut et recrutements)** pour la Secrétaire Générale, seulement le sujet de l'embauche d'OPA n'est pas d'actualité et ne sera pas mené pour le moment dans le cadre de discussion sans avoir évalué les besoins en compétences et la pertinence de l'embauche sous cadre statutaire ouvrier. Elle se dit toutefois intéressée par le répertoire métier des OPA qu'elle découvre et qui lui permettra de mieux cibler les besoins en compétences. Nous lui rappelons le travail effectué avec les employeurs qui a abouti à la table ronde et à l'expression des besoins dans les services. Nous l'avons informé des recrutements d'ouvriers d'État au ministère des Armées (336 en 2019 et presque 400 en 2020). Un recrutement dont la SG ignorait l'existence et sur lequel elle demandera des précisions au MinArm.

La secrétaire générale est favorable à continuer à travailler régulièrement par des rencontres avec les organisations syndicales. Mais il semble que la SG n'a pas tiré les leçons de la crise et la nécessité des missions de service public des ouvriers d'État et de besoins en recrutement, alors :

**Le SNOA-CGT continuera de porter les revendications :
la défense de nos missions techniques de service public, la reconnaissance de nos métiers par de meilleurs salaires, l'évolution de nos règles statutaires qui fiabilisent, stabilisent nos postes et offrent des perspectives de déroulements de carrière.**

Tout ceci avec des recrutements !

Vous pouvez compter sur lui, mais c'est tous ensemble que nous devons les gagner.